

POUR MIEUX COMPRENDRE LA SITUATION ECONOMIQUE

Chaque citoyen est concerné par l'évolution de la situation économique de son pays, même s'il n'est pas toujours en mesure d'en comprendre tous les aspects techniques. La ménagère et les denrées du marché qui augmentent, le travailleur dont le salaire stagne, les parents devant la hausse des fournitures scolaires, le malade sans recours face au prix des médicaments, autant de situations qui montrent l'importance de l'économie dans le quotidien de chacun.

Pour comprendre la conjoncture économique, il faut d'abord en comprendre le langage, qui s'exprime par des chiffres. Or ces chiffres posent question : quelle est l'importance des données utilisées, quelle est leur pertinence, leur fiabilité ? Et si les chiffres reflètent bien l'état ou la performance des sujets traités, les appréciations qui en sont faites le sont-elles en toute objectivité intellectuelle et en toute indépendance politique ?

Afin d'y voir plus clair, nous passerons en revue quelques uns des concepts-clés de l'activité économique, pour en dégager la signification et l'importance.

L'utilité d'un tableau de bord fiable de l'économie

L'Institut National des Statistiques et des Analyses Economiques (INSTAT) a été mis en place afin d'informer les dirigeants et le public de l'état de l'économie nationale, et pour mesurer les effets des actions engagées afin d'en améliorer les résultats. C'est pourquoi l'INSTAT devrait être un organisme indépendant du pouvoir, et disposer de ressources suffisantes en hommes et en matériel pour mener à bien sa mission d'enquête et d'analyse.

L'INSTAT étant rattaché à l'exécutif, son personnel relève de la fonction publique et ses dirigeants sont nommés par décret. Mais ses effectifs sont notoirement insuffisants : manque de recrutement, personnel mis à disposition des ministères techniques, attrait de carrières mieux rémunérées auprès des organismes du Système des Nations Unies (Banque mondiale, FMI, UA, PNUD, etc.). Or, la qualité et la précision des enquêtes, tout autant que des analyses, dépendent des moyens mis en œuvre ; et ils sont manifestement trop limités.

Par ailleurs, l'Etat est tenu de fournir aux bailleurs de fonds des informations fiables et cohérentes sur la situation économique. Tout manquement à cette tâche l'expose à des sanctions pouvant aller jusqu'à l'annulation des crédits.

Il faut savoir aussi qu'entre la mise en œuvre d'une enquête et la publication de ses résultats, il peut se passer plusieurs mois, voire plusieurs années. Ainsi, un recensement démographique demande au moins deux à trois ans de travail. De même, le temps de réponse entre l'annonce d'une mesure et les résultats attendus de cette mesure peut prendre plusieurs années : une décision de politique démographique ne voit ses premiers résultats qu'après une

quinzaine d'années, un changement de manuel d'éducation ne porte ses fruits qu'après cinq ans, la construction d'une route demande quatre à cinq ans au minimum...

L'INSTAT s'efforce enfin de publier les résultats de ses recherches à intervalles réguliers. C'est la raison d'être, entre autres, des « indicateurs de conjoncture économique » servant au pilotage instrumental de l'économie nationale.

Une politique économique au service de l'intérêt général

Une croissance de plein emploi, sans inflation, qui réalise l'équilibre des finances publiques et des balances extérieures et qui soit menée dans le respect des principes de justice sociale, tels sont les buts assignés à toute politique économique, indépendamment du régime en place.

Il va de soi que ces objectifs ne peuvent être atteints simultanément. Cela oblige les gouvernements à opérer des arbitrages privilégiant soit l'intérêt général du pays, soit tel ou tel intérêt particulier (régional ou local, sectoriel ou professionnel).

Le citoyen est censé trancher en faveur de telle ou telle politique. Pour connaître ses préférences, les médias comme les administrations ont recours aux sondages d'opinion. Mais le choix des échantillonnages n'est pas neutre ; il est souvent prétexte à des tentatives de manipulation. Ainsi en arrive-t-on à une distorsion entre la démocratie d'opinion et la démocratie réelle. Or, l'élaboration des stratégies de politique économique et sociale fait aujourd'hui la part belle, et dans tous les pays, à la démocratie d'opinion !

Chacun le sait, la définition de la politique économique nationale passe par le budget annuel de l'Etat, appelé **loi de finances**. Une véritable démocratie implique que le parlement vote cette loi des finances sur proposition de l'exécutif. Pendant son examen, qui dure deux mois ou plus dans les pays démocratiques, les députés demandent éclaircissements ou précisions sur telle ou telle disposition, ou contestent tel ou tel article. Dans ces conditions, le vote du budget par le parlement a une triple signification économique :

- le respect du principe du consentement à l'impôt : dans un régime démocratique, aucune autorité ne peut contraindre le peuple souverain ; mais par la voix de ses représentants siégeant au Parlement, il peut s'obliger à payer l'impôt ;

- la loi de finances fixe non seulement le montant des ressources mises à la disposition de l'Etat mais aussi leur répartition ; ainsi, la loi de finances n'est autre que l'expression monétaire de la politique économique ;

Après l'exécution de la loi de finances, une **loi de règlement** constate et approuve l'utilisation effective de ces ressources ; elle informe le parlement et le public du respect des procédures, de la légalité des actes de l'administration ou de leur pertinence économique. Ce document sur l'exécution du budget soumis au parlement par la Cour des comptes permet d'apprécier l'efficacité des différentes structures de l'Etat.

Pour toutes ces raisons, les lois de finances devraient faire l'objet d'un examen minutieux par les députés et les sénateurs. Mais cet examen suppose la maîtrise technique du sujet, qui fait défaut à la plupart de nos parlementaires. Malgré cela, ceux-ci ont à leur disposition des techniciens qui les aident à comprendre l'implication des différentes mesures préconisées dans le document budgétaire et à préparer leurs éventuelles interventions en séance plénière ; mais ont-ils recours à eux, et se soucient-ils vraiment du bien commun de la nation ?

Il est en effet regrettable que les lois de finances, dans notre pays, soient souvent votées au terme d'un processus expéditif de quelques jours ! C'est ainsi que le projet pour l'année 2006 n'a pas figuré plus de deux semaines à l'ordre du jour de l'Assemblée Nationale. Les projets de loi de règlements successifs ont suscité encore moins d'intérêt...

Il existe d'autres documents qui facilitent l'interpellation du pouvoir quant à la situation socio-économique du pays et aux mesures qu'il entend prendre : l'indice des prix à la consommation, l'enquête prioritaire sur les ménages, les documents d'analyse du CREAM, les rapports de la Banque mondiale et du FMI, les analyses de conjoncture de l'INSTAT et de l'IRD. Tous ces documents comportent des statistiques sur la production et les prix, l'épargne et l'investissement, les balances extérieures, les Opérations Globales du Trésor (OGT), les opérations sur le marché monétaire et le change.

La production et les prix

La richesse créée dans un pays au cours d'une période considérée est mesurée par son **produit intérieur brut** (PIB) : celui-ci est égal à la somme des valeurs ajoutées par les différents agents économiques résidents (la comptabilité nationale malgache les répartit en 3 secteurs et en 35 branches d'activités). La valeur ajoutée par branche s'obtient par l'addition des comptes des différents agents, et à défaut par des enquêtes par sondage auprès d'un certain nombre d'agents appartenant à la branche.

Le PIB est donné soit en monnaie courante, soit en FMG de 1984 - année depuis laquelle notre pays dispose d'une comptabilité nationale fiable. Le **déflateur du PIB** permet de passer du PIB en monnaie courante au PIB à prix constant et vice versa.

Tableau I : évolution du PIB sur la période 2000-2005

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
<i>PIB aux prix constants milliards FMG 1984</i>	2403	2126	2225	2332	2471	2157	2358	2483	2641
<i>Déflateur du PIB</i>	7,3	8,5	9,7	9,8	7,3	15,4	16,0	14,3	18,3
<i>Taux de croissance %</i>	3,7	3,9	4,7	4,8	6,0	-12,7	9,3	5,3	4,6

Sources : INSTAT – FMI

Le **taux de croissance** économique mesure l'augmentation en valeur du PIB d'une année à l'autre. Au cours des neuf dernières années, à l'exception notable de 2002, la richesse nationale aurait évolué à des rythmes supérieurs à la croissance démographique (qui est de 2,76 % par an). Mais à la croissance continue d'avant 2002, succède une lente décroissance depuis 2003... Toujours est-il que cela devrait se traduire par un recul de la pauvreté, puisque la part de chaque citoyen, exprimée par le PNB par tête, ne cesse d'augmenter (on obtient le produit national brut par tête en divisant la valeur du PNB par le nombre d'habitants).

Plusieurs raisons peuvent expliquer que de telles performances ne soient pas ressenties par la population : soit une répartition très inégale des fruits de la croissance (la croissance ne profite qu'aux riches), soit un maquillage des statistiques pour tromper l'opinion intérieure et extérieure, soit les deux à la fois. En effet, quel crédit accorder à un taux de croissance officiellement arrêté à 4,6 % en 2005, une année caractérisée par une conjoncture morose, où les opérateurs économiques ont été sanctionnés par des délestages fréquents et où la consommation d'hydrocarbures a été en baisse ?

La mesure la plus usuelle du niveau des prix est l'**indice des prix à la consommation** (IPC), calculé à partir du prix du « panier de la ménagère » dont le contenu est immuable tant que l'année de base du calcul n'est pas changée. En ce qui concerne Madagascar, l'année de base (indice 100) est actuellement l'an 2000. Les IPC sont calculés à partir de 8.190 relevés auprès de 1.213 points de vente répartis à Antananarivo, Fianarantsoa, Toamasina, Mahajanga et Antsiranana. Quant au panier de la ménagère, il est établi à partir des éléments constitutifs

suivants : produits alimentaires, boissons et tabacs (50,07 %), logements et combustibles (18,24 %), transports (8,04 %), tissus et vêtements (6,98 %), ameublement, équipement et entretien ménagers (4,56 %), enseignement (3,72 %) et santé (2,61 %) ; les autres rubriques de dépenses sont marginales. Le tableau ci-dessous rapporte l'évolution récente de l'IPC pour chaque ville :

Tableau II : Evolution de l'IPC (2005-2006)

Période	Janvier 05	Juin 05	Décembre 05	Juin 06	Juillet 06
<i>ANTANANARIVO</i>	156,8	154,2	173,0	177,0	179,2
<i>FIANARANTSOA</i>	180,1	167,4	183,8	183,8	187,3
<i>TOAMASINA</i>	168,5	166,3	178,8	177,5	178,0
<i>MAHAJANGA</i>	167,3	166,8	177,9	185,2	186,3
<i>ANTSIRANANA</i>	186,9	187,6	200,3	217,4	219,7
Ensemble	161,6	158,9	158,9	180,5	182,5

Source : INSTAT/DSM

Il apparaît que les prix des biens de consommation ont le plus fortement augmenté à Antsiranana, les autres villes se trouvant dans des situations à peu près équivalentes. Dans l'ensemble, l'inflation a évolué au-delà de 10 % par an (on appelle cela un « taux à deux chiffres ») au cours des quatre dernières années. Voilà pourquoi elle est la hantise des ménages de salariés et de retraités dont les revenus sont fixes, et non pas indexés sur les prix.

L'emploi et le chômage

Le **chômage** est toujours une tragédie. Aussi l'**emploi** est-il une préoccupation essentielle des responsables politiques. A Madagascar, les inscriptions au tableau du chômage sont reçues au Service provincial de l'emploi et de la formation professionnelle de chaque Faritany. Mais les statistiques publiées par ce service ne peuvent refléter la réalité, pour les raisons suivantes :

- d'une part, l'inscription ne donne droit ni à une allocation de chômage, ni à d'autres avantages particuliers ; par ailleurs, aucun dispositif ne cherche à relier les offres et les demandes d'emplois. Les chômeurs ne sont donc nullement motivés à se déclarer ;

- d'autre part, l'importance du secteur informel (dont le sous-emploi ou le chômage déguisé est une des principales caractéristiques) fait que la mesure exacte du chômage n'est qu'un mythe. Rappelons que le secteur informel représente 70 % de l'emploi total et 90 % des emplois créés à Antananarivo. Par ailleurs, les trois quarts de la population malgache vivent en milieu rural où 88 % des emplois sont non salariés ! Il est difficile, dans ces conditions, de prétendre que le chômage est quasi-inexistant à Madagascar...

Dans tous les cas, le plein emploi est le signe d'une économie performante : une croissance forte s'accompagne de nombreuses créations d'emplois. A l'inverse, l'effervescence sociale et l'instabilité politique chroniques sont souvent les conséquences d'un taux de chômage élevé.

Les finances publiques

Le **déficit** ou l'**excédent budgétaire** est égal à la différence entre les recettes courantes et les dépenses courantes de l'administration centrale. Ces grandeurs et leurs composantes respectives sont détaillées dans les Opérations Globales du Trésor (OGT) dont on trouvera ci-dessous un condensé.

Tableau III : Opérations globales du Trésor (en milliards d'ariary)

OPERATIONS	2002	2003	2004	2005*
<i>Recettes courantes et dons</i>	498,92	832,46	1302,30	966,72
<i>Recettes d'investissement</i>	80,10	174,20	352,38	342,00
TOTAL RECETTES	579,02	10006,66	1654,68	1308,72
<i>Dépenses courantes</i>	593,82	741,18	1017,48	846,73
<i>Dépenses en capital</i>	289,16	494,16	984,58	750,80
TOTAL DEPENSES	924,34	1339,46	2118,44	1660,43
SOLDE GLOBAL	-345,30	-332,82	-463,78	-351,71
<i>Déficit OGT / PIB (%)</i>	- 3,75	- 4,91	- 5,69	- 3,48

* Chiffres arrêtés en octobre 2005 – Source : MEFB/DGT

Pour mémoire :

PIB nominal (milliards d'Ariary) 6.008,37 6.778,64 8.155,68 10.095,66

Les économistes orthodoxes recommandent un budget équilibré, où les dépenses sont du même ordre que les recettes. Pour eux, le déficit budgétaire est le fait des régimes laxistes qui dépensent plus qu'ils ne gagnent, et qui veulent utiliser plus de ressources qu'ils ne peuvent en collecter. Deux moyens s'offrent alors à de tels régimes pour financer leur déficit budgétaire : émettre davantage de monnaie, ce qu'on appelle « la planche à billets », et/ou recourir à l'emprunt (intérieur et/ou extérieur). Dans ce contexte, l'émission massive de bons du trésor et leur adjudication à des taux extrêmement élevés (jusqu'à 25 %), auxquels l'Etat malgache a l'habitude de procéder, sont les signes d'un budget en fort déséquilibre et qui n'est pas compensé par l'aide extérieure.

L'investissement

L'investissement joue un rôle capital en économie ; son enjeu est bien mis en exergue par la Banque mondiale en 2005. Il est, en principe, financé principalement par l'épargne intérieure et l'investissement direct étranger (IDE) dont l'afflux est déterminé par un certain nombre de facteurs, notamment la stabilité et la sécurité, le respect de la propriété et des gains privés, la qualité de la réglementation, de la fiscalité, des mécanismes de financement, des infrastructures, de la main-d'œuvre et du marché du travail, le prix de l'argent (taux de l'intérêt) et la stabilité monétaire (inflation maîtrisée), le niveau des salaires et les opportunités (débouchés) sur les marchés intérieur et international¹.

La faiblesse du **taux d'investissement** est une des caractéristiques de l'économie malgache ; elle est le reflet d'une épargne intérieure réduite et qui n'investit pas dans son pays, et de l'insuffisante attractivité de notre pays vis-à-vis des investissements étrangers.

Tableau IV : Epargne et investissement (en % du PIB)

¹ Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 2005*, Washington DC.

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005*
Epargne intérieure [□]	12,6	13,1	4,0	9,8	17,2	8,3	-	9,2	8,5
Investissement ^{□□}	11,9	15,5	-3,5	6,8	18,5	14,3	16,0	24,3	22,5
IDE **						417	591	493	nd

* Prévisions, ** milliards Fmg – Sources : □ INSTAT, □□ FMI

Les balances extérieures

Les flux de biens, de services et de capitaux entre un pays et le reste du monde sont retracés dans la **balance des paiements (BoP)** qui recouvre la balance commerciale. La BoP est établie à Madagascar par les soins de la Banque centrale.

La **balance commerciale**, pour sa part, ne retrace que les mouvements de biens matériels : les **exportations** rendent compte de la valeur des biens qui sortent de la frontière du territoire malgache, évaluées au prix FOB ; et les **importations** retracent la valeur des biens qui entrent dans le territoire malgache au prix CAF. Le solde des exportations et des importations donne la balance commerciale, laquelle permet de juger les performances du commerce extérieur.

Outre les mouvements des biens matériels dont rend compte la balance commerciale, la balance des paiements (BoP) fait état des données suivantes :

- les *services* : ce sont les frets et assurances sur frets, les transports, les voyages, les revenus des investissements et les autres services ;
- les *transferts* sans contrepartie privés (salaires envoyés par les maisons mères aux employés de filiales ou entreprises étrangères établies à Madagascar, transferts d'argent opérés vers l'étranger par les migrants étrangers, etc.) et publics (contributions aux organisations internationales, dons projets, dons destinés à réparer les dégâts cycloniques, dons courants avec fonds de contre-valeurs...) ;
- les *emprunts* contractés par l'Etat auprès des bailleurs ou créanciers publics (négociés auprès du Club de Paris) ou privés (Club de Londres) et les amortissements de la dette ;
- les *investissements* directs et les autres engagements privés à long terme ;
- les *mouvements monétaires* (à moins d'un an).

La reproduction et la compréhension de la balance commerciale étant plus aisées, le tableau ci-après fournit un condensé de cette partie de la BoP.

Tableau V : Condensé de la balance commerciale (1997-2005)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005*
Exportations	366,7	323,2	383,8	408,4	456,0	405,5	474,1	669,2	397,9
Importations	495,6	384,5	406,5	437,1	466,2	428,6	638,5	963,6	693,3
Solde commercial	-128,9	-61,3	-22,7	-28,7	-10,2	-23,1	-164,3	-294,4	-295,1

Données en milliards DTS – Source : INSTAT

On aura noté l'aggravation rapide et considérable de notre balance commerciale au cours des deux derniers exercices de 2004 et 2005. Au total, l'établissement de la BoP représente une charge assez lourde en raison de son exhaustivité. C'est cependant un exercice nécessaire car les déficits importants et chroniques de nos balances extérieures sont lourdes de

conséquences, notamment la dépréciation intérieure (inflation) et extérieure (réduction du taux de change) de la monnaie nationale, allant jusqu'à l'affaiblissement ou la perte de la souveraineté nationale.

Conclusion

Une bonne connaissance par les citoyens de la vie économique et de ses mécanismes est indispensable au véritable développement d'un pays. Elle facilite en effet le nécessaire débat sur les priorités et les moyens à mettre en œuvre pour améliorer le quotidien de la population. Certes, les théories économiques ne manquent pas, qui promettent toutes des résultats spectaculaires. Mais ces théories ne valent très souvent que par rapport aux hypothèses de départ, et leur validité est trop bien délimitée dans l'espace et dans le temps.

La difficulté de toute politique économique vient de l'identification exacte de la situation et de la pertinence des choix à faire. Si les recherches universitaires sont indispensables en ce domaine, le plus urgent est encore la transparence de la part des décideurs politiques et des bailleurs de fonds. Or ni les uns ni les autres ne sont véritablement disposés à justifier leurs choix, et encore moins à les soumettre à un débat public.

Une campagne électorale devrait donner l'occasion de débattre de ces questions majeures pour l'avenir du pays. Le SefaFi ferait-il preuve de naïveté en espérant que le débat électoral porte aussi sur les questions de salaire et d'emploi, sur les conditions d'ouverture au marché mondial, sur la stratégie de développement ? La réponse, au-delà des débats, sera révélatrice de la maturité des candidats et de la classe politique dans son ensemble.

Antananarivo, le 20 octobre 2006